

C'est seulement lorsqu'il s'agissait des affaires intérieures que les bevanistes ont réagi. En politique étrangère également, la direction Wilson porte la marque de ses origines bevanistes. Mais, là plus qu'ailleurs, un glissement bien plus grand à droite est perceptible, ce qui se reflète également dans la composition du gouvernement pris dans son ensemble et, naturellement, dans le « Discours du Trône ».

On peut être certain que l'alliance avec l'Occident capitaliste, et surtout avec l'Amérique capitaliste, autant que les restrictions qu'il s'est imposé à lui-même quant à l'action anti-capitaliste à l'intérieur, confronteront rapidement le gouvernement Wilson avec des dilemmes qui poseront inévitablement sous sa forme la plus aiguë l'alternative : ou développer, dans tous les domaines, une politique anti-capitaliste, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ce qui le poussera encore plus à gauche ; ou se couper toujours plus de sa base ouvrière, et du gros des militants dans le parti lui-même.

Pendant cette lune de miel de son administration, Wilson jouit d'une popularité considérable au sein de la classe ouvrière. Cette popularité est renforcée par des démonstrations aussi spectaculaires que la fermeté de son attitude envers les colons blancs de Rhodésie, quoique ce ne soit là que la poursuite d'une politique déjà acceptée de concession au « vent de changements » en Afrique, politique déjà poursuivie par les Tories avec hypocrisie, et en l'entourant de formes diplomatiques. Cette popularité est entretenue par des actes tels que l'attaque « non parlementaire » à la Chambre des Communes contre le Tory élu à Smethwick en soutenant la propagande raciste. Elle est soutenue par le refus de céder sur l'acier et par le refus méprisant d'un marchandage avec les libéraux en contrepartie d'une telle capitulation.

Mais, chez les militants du parti, le discours « dur » aux dockers indociles (retiré ensuite) du Ministre du Travail, le droitier Ray Gunter, a donné naissance à des appréhensions. Il en a été de même de l'échec du « gauchiste » Anthony Greenwood, secrétaire d'Etat aux Colonies, quand il s'est agi de renouveler et de modifier l'organisation des élections en Guyane britannique, mise sur pied par son prédécesseur Tory sur les injonctions de Washington, avec la détermination bien connue de se débarrasser du gouvernement pro-castristes de Jagan.

Les marxistes traverseront cette nouvelle expérience aux côtés de la classe ouvrière britannique, l'encourageant à participer aux actions de masse en faveur du gouvernement Wilson lorsqu'il se heurtera à l'ennemi de classe, et contre lui lorsqu'il cédera aux pressions des capitalistes.

T.J. PETERS.

Bolivie

La junte militaire prend la relève de Paz

A la suite de la chute du gouvernement de Paz Estenssoro, le Comité Politique du Parti Ouvrier Révolutionnaire (P.O.R.), section de la IV^e Internationale, a lancé l'appel suivant :

C'est la force du prolétariat et ses luttes révolutionnaires qui ont vaincu le misérable gouvernement du M.N.R. miné par sa politique anti-ouvrière et sa servilité envers le capital financier international. C'est l'action des marxistes révolutionnaires, l'entrée en lutte des enseignants et des étudiants, et enfin à La Paz, à Cochabamba et à Oruro l'action des étudiants de l'Université qui achevèrent de ruiner la stabilité du régime.

Le puissant appareil répressif du M.N.R., exercé depuis douze ans, ne pouvait ni contenir ni détruire l'esprit combattif du peuple. Malgré les exils, les sombres prisons, l'emploi de l'armée dans le massacre de Sora-Sora et l'attaque contre la station de radio « San José », le peuple continuait à maintenir sa pression énergique ; le sort de Paz était déjà décidé et sa chute n'était plus qu'une question de jours.

En face de l'échec des persécutions et des massacres, l'armée soudain se révolta, cette armée qui jusqu'au 2 novembre soutint le régime de tyrannie, et qui, à Sucre, à Cochabamba et à La Paz combattit le peuple aux côtés des bandes mercenaires, de la police politique et des carabiniers.

Conformément à nos prévisions, ce qui vient de se produire en Bolivie c'est un coup d'Etat préventif visant à sauvegarder les structures économiques et sociales

du pays, sans doute avec la connivence de l'ambassade yankee, dans le but de contenir l'insurrection et de dupier les aspirations populaires.

De sorte que le pouvoir politique qui aurait dû passer sous l'autorité du peuple et de ses organisations politiques a glissé dans les mains d'une junte militaire qui n'a pas manqué de protéger la fuite du criminel Paz et de ses partisans.

L'appareil établi par le M.N.R. n'a pas été touché et les divers fonctionnaires sont les mêmes qui se trouvaient dans l'administration de Victor Paz, y compris certains propriétaires fonciers. La politique économique reste identique à celle qui a été suivie dans les douze dernières années. La junte militaire n'est pas le gouvernement que le peuple désirait.

Le peuple tout entier — étudiants, mineurs, enseignants — s'est dressé en armes pour renverser tout le régime de toute une conception peronnifiée par les hommes du M.N.R. ; ce qu'il veut maintenant c'est d'abolir toute la politique du M.N.R., chasser ses hommes et leurs plans dictés par l'ambassade yankee. Le peuple ne veut pas continuer comme par le passé ni le « restaurer ».

C'est pourquoi l'attitude de la classe ouvrière, des employés, des étudiants universitaires patriotiques, des intellectuels révolutionnaires, des paysans, des communautés, des anciens fermiers ne peut être autre qu'une indépendance absolue par rapport à la junte militaire, une vigilance de tous les instants, pas la moindre confiance.

Il est nécessaire de surmonter l'obstacle des courants opportunistes qui s'efforcent de livrer la classe ouvrière à la junte militaire.

Quant aux partis ouvriers, leur devoir est d'établir un front unique de la gauche pour organiser les masses et diriger leurs luttes vers une véritable libération nationale et sociale sur la voie socialiste révolutionnaire.

Sur cette voie, il est nécessaire de revitaliser la C.O.B. (centrale ouvrière bolivienne) de manière révolutionnaire, de la guérir de son ossification bureaucratique et d'en éliminer l'influence du M.N.R.. Elle doit être convertie en une force indépendante, militante, vivante, centre du pouvoir prolétarien.

Et tous ensemble, partis, syndicats, peuple, levons bien haut le drapeau de la lutte anti-impérialiste.

Nouvelle étape au Chili

Santiago-du-Chili (novembre).

A l'occasion de son entrée officielle à la Moneda (1) le vainqueur des élections du 4 septembre, Eduardo Frei, a fait le point de la situation et a précisé son orientation politique. Un souffle de « nouvelle frontière » chilienne a accompagné la première grande victoire de la démocratie chrétienne en Amérique Latine.

Eduardo Frei a tout d'abord voulu mettre l'accent sur la rupture que son expérience représente par rapport au passé : « Nous marquons une limite, a-t-il dit, où se termine une étape historique et où en naît une nouvelle ». Et il n'a pas hésité d'ajouter : « Je représente une génération formée dans une nouvelle orientation et une nouvelle philosophie qui arrive au pouvoir après 30 années d'une lutte dure et implacable. »

En politique étrangère Frei a confirmé la volonté d'établir des relations diplomatiques avec les Etats ouvriers vers lesquels il a esquissé une ouverture très nette. En général l'accent a été mis beaucoup moins sur les différences idéologiques que sur la nécessité de reconnaître une réalité de fait et d'éviter toute discrimination dans la politique étrangère. Il faut cependant ajouter que le nouveau gouvernement chilien n'a pas l'intention d'établir des relations avec l'Allemagne orientale (ses liaisons avec l'Allemagne fédérale sont trop importantes pour lui permettre une telle attitude) ni de revenir à brève échéance sur la décision d'Alessandri de rompre avec Cuba.

Le nouveau président a d'autre part répété ses critiques à l'adresse des organisations politiques, et économiques inter-américaines existantes, en insistant sur leur réforme et sur la nécessité d'une intégration économique latino-américaine. Il n'a pas négligé, non

(Suite page 8)

(1) Palais de la présidence de la République.

En dehors de toute considération sur les capacités des machines électroniques, le fait est que « même dans les pays hautement industrialisés », les banques exercent un contrôle très strict sur les usines, particulièrement quand elles leur ont prêté de l'argent. En Union soviétique c'est même un principe. La seule différence réside dans le fait que Guevara veut que le contrôle reste entre les mains du Ministère de l'Industrie ; ses opposants veulent le confier à la Banque Centrale comme c'est le cas en URSS. Est-ce cela la démocratie socialiste et l'auto-gestion ouvrière ?

Quant à l'argument selon lequel « même dans des pays hautement industrialisés » le contrôle financier centralisé est difficile « même avec des machines électroniques » et qu'il serait encore beaucoup plus difficile dans un petit pays, il est évidemment absurde. Il est plus facile de centraliser les finances d'un millier d'usines que de 200.000 usines, avec ou sans machines électroniques.

Autogestion et planification

C'est rendre un mauvais service au mot d'ordre d'auto-gestion ouvrière que de le présenter comme nécessairement lié à une forme de décentralisation économique extrême et à une expérimentation avec une économie de marché comme c'est le cas en Yougoslavie. C'est précisément ce genre d'association qui fait que beaucoup de révolutionnaires sincères doutent de l'autogestion ouvrière, non pas parce qu'ils sont opposés au principe de la gestion ouvrière, mais parce qu'ils comprennent parfaitement le potentiel dangereux que constitue un relâchement du contrôle de l'économie de marché dans des pays arriérés.

Les rédacteurs de « Sous le Drapeau du Socialisme » soutiennent que sous gestion ouvrière « les prix découleront du prix de revient réel ». C'est un concept dangereux qui, pourrait rapidement condamner toute tentative de planification de l'économie dans un pays retardé. Comme Trotsky l'a fait remarquer plus d'une fois dans le cas de l'Union Soviétique, laisser les prix suivre le coût réel de la

production serait bloquer l'industrie. Ceci s'applique aujourd'hui à Cuba aussi bien qu'à n'importe quel autre pays sous-développé. Un pays devient « arriéré » à l'époque de l'impérialisme où l'économie de marché est poussée jusqu'au bout de sa logique, parce que dans la concurrence sur le marché mondial ce pays ne peut produire et exporter que des matières premières. L'une des plus grandes chances offertes par la révolution socialiste dans un pays « arriéré » c'est que justement le développement économique peut être assuré par le fait qu'il s'oppose à la logique de l'économie de marché.

En Union Soviétique, l'opposition de gauche déclarait tout simplement que la logique de la planification doit s'opposer à la logique du marché. (Ceci n'impliquait pas du tout que le plan ne doive pas tenir compte du marché, ni que les planificateurs ne doivent vérifier dans quelle mesure les prix décidés s'écartent du coût réel de la production).

La gestion ouvrière de l'industrie est parfaitement compatible avec la planification centrale et la distribution des ressources (« investissement centralisé »). Cela signifie que l'utilisation réelle de l'équipement d'usine et la transformation des matières premières sont confiées aux travailleurs. C'est à eux que revient l'initiative de juger ce qu'il convient de faire dans des conditions données pour accroître la production, trouver l'optimum et gagner la récompense d'un revenu accru. C'est-à-dire qu'ils sont libres de déterminer pour eux-mêmes des facteurs économiques tels que le taux et le type du renouvellement de l'équipement, la marche du travail, l'embauche d'une éventuelle main-d'œuvre complémentaire, la fixation de leur semaine de travail (moyenne par année) dans les limites du maximum de travail hebdomadaire fixé par la loi ; déterminer, dans les cadres du plan, la variété des produits de consommation à acheter, etc.

Cette conception fait de l'auto-gestion ouvrière une véritable école du marxisme révolutionnaire et constitue un frein réel au bureaucratisme. En même temps elle fait face aux distorsions amenées par l'exemple yougoslave de décentralisation

excessive et d'une économie de marché. Une de ses supériorités sur l'exemple yougoslave, et non la moindre, c'est qu'elle procure à la fois plus de démocratie et plus d'égalité.

Les garanties démocratiques au niveau de l'état

Les sources du bureaucratisme sont la pénurie et l'inégalité. En dernière analyse le bureaucratisme cherche à assurer le contrôle du surplus du produit social par une minorité privilégiée. Penser que ce contrôle dépend des formes de gestion centralisée est absolument erroné. Des directeurs d'usine « indépendants » (à l'aide du marché) peuvent souvent contrôler le surplus de produit social beaucoup plus efficacement qu'une équipe centrale de planification. Cela s'est démontré en Yougoslavie à plusieurs reprises, et les dirigeants yougoslaves eux-mêmes admettent que la bureaucratie manifeste une extraordinaire puissance au niveau de l'usine malgré les 14 années d'auto-gestion.

L'expérience récente en Algérie indique comment les bureaucrates au niveau des fermes socialisées peuvent systématiquement vider de tout contenu les décrets de mars 1963 sur l'auto-gestion. Nous sommes entièrement favorables à la gestion ouvrière dans les usines et les fermes socialisées de Cuba comme des autres Etats ouvriers.

Mais nous n'en faisons pas une panacée. Ce n'est certainement pas suffisant pour enrayer le danger du bureaucratisme. Pour cela, dans le domaine intérieur, il convient de fixer les lignes directrices suivantes :

1) Une économie planifiée, démocratiquement centralisée (les décisions-clés pour la distribution des maigres ressources devront être prises par un congrès de comités de producteurs, ou de soviets démocratiquement élus) en vue d'assurer une rapide industrialisation. A défaut de celle-ci une masse de paysans au chômage ou en semi-chômage menacera continuellement la révolution et offrira une base sociale à la bureau-

tie qui opposera les paysans aux ouvriers et vice-versa.

2) L'autogestion ouvrière dans les usines et les fermes socialisées selon la ligne énoncée plus haut.

3) La démocratie prolétarienne qui comporte nécessairement la liberté de former des tendances à l'intérieur du parti marxiste révolutionnaire, et le droit à la pluralité des partis ouvriers — respectant les fondements de l'état socialiste — sans lesquels il n'y a pas de véritable démocratie ouvrière, même au niveau de l'entreprise.

Les Etats fondés sur l'industrie moderne qu'ils soient ouvriers ou bourgeois, ne peuvent échapper à un certain degré indispensable de centralisation. Ceci ne disparaîtra que lorsque les classes sociales, la production de marchandises et l'économie monétaire auront cédé le pas à la société communiste.

Le premier pas à accomplir c'est de remplacer le centralisme de marché par le centralisme du plan. Ce qui signifie remplacer les forces aveugles de centralisation par des forces conscientes.

Il est illusoire d'imaginer que l'auto-gestion ouvrière pourra parer à cette difficulté. En fait, malgré toute sa propagande sur le « dépérissement de l'Etat », et son très réel progrès sur la voie de la gestion ouvrière, le régime yougoslave est aujourd'hui beaucoup plus centralisé que ne l'était l'Union Soviétique dans les années 20.

Qui peut honnêtement nier que le parti yougoslave centralisé et bureaucratise manipule très amplement l'embryon de fonctionnement démocratique à l'échelle de l'entreprise ? Les ouvriers yougoslaves ne peuvent finalement se défendre contre cela qu'en lançant un défi au parti gouvernemental au niveau de l'Etat, c'est-à-dire en soulevant l'exigence de la démocratie ouvrière politique.

Isoler l'autogestion ouvrière dans les entreprises des conditions essentielles nécessaires à son développement, et en faire une panacée est une piètre méthode et une recommandation de peu de valeur pour un pays tel que Cuba en tant que mesure susceptible d'étendre et d'approfondir la démocratie ouvrière.

E. GERMAIN.